

tion de nos régions arctiques, comprises dans l'une des zones proposées; outre qu'elles sont situées sur le parcours possible d'une attaque par surprise, ces régions se prêteraient bien à une première étape d'inspection, car on n'y rencontrerait pas les complications qui sont inévitables dans les régions à population dense.

Même si nous nous accordions en principe sur la nécessité des contrôles, il resterait nécessaire de nous entendre sur d'innombrables détails techniques. Tâche immense, ainsi qu'il ressort de l'intervention du ministre britannique des Affaires étrangères qui, lors de la discussion générale, a énuméré un grand nombre de questions éminemment importantes auxquelles il serait nécessaire d'apporter des réponses précises.

### Notre participation au Sous-Comité

Sur les instances de l'ONU, le Canada a accepté la lourde responsabilité de faire partie du Sous-comité; c'est qu'il espérait contribuer à la solution du problème du désarmement. Les membres du Sous-comité, qui partagent les obligations et la puissance que comporte la production des engins nucléaires, doivent jouer un rôle décisif dans la négociation d'un accord, il est vrai, mais les autres qui, tel le Canada, ne produisent pas d'armements atomiques, ont le droit et le devoir d'exprimer leurs points de vue sur cette question qui intéresse l'humanité entière. Le Canada, seule puissance relativement petite au sein du Sous-comité, est à peu près du même avis que la majorité des membres que l'on pourrait qualifier de moyennes ou de petites puissances. Au cours du présent débat, nous avons déjà entendu, de la part de plusieurs délégations qui ne font pas partie du Sous-comité, des discours importants et réfléchis sur le désarmement. Le Japon, la Belgique, l'Inde et le Mexique, pour m'en tenir à une énumération bien incomplète, ont fait valoir certains grands aspects de la question. Nous avons aussi entendu les interventions des grandes puissances et, notamment, l'exposé lucide et serré fait hier par M. Moch.

Suivant la voie tracée par quelques-uns des orateurs qui nous ont précédés, nous devons nous porter à l'assaut des difficultés véritables que comportent actuellement les négociations relatives au désarmement. Inutile donc de récriminer et de reprendre de vieilles controverses, sous un aspect ou sous un autre! La question est trop grave pour qu'on l'exploite à des fins de propagande.

Je dirai à cet égard que certains passages du discours prononcé devant cette Commission par le représentant de l'Union soviétique paraissent regrettables à notre délégation. Ils ne sont pas à la hauteur d'un tel débat. Cette observation s'applique tout particulièrement à l'insinuation de M. Gromyko selon laquelle les démocraties occidentales auraient été responsables de la seconde guerre mondiale. Sans m'étendre sur le funeste pacte germano-soviétique qui a contribué pour beaucoup à

déclencher le conflit, je qualifierai de déplacés ces efforts des communistes pour fausser l'histoire alors que la discussion porte sur le désarmement.

Au moment où nous allons entamer l'examen des problèmes primordiaux dont nous sommes saisis, il importe de nous rappeler l'échec auquel ont abouti les efforts du monde pour supprimer les armements nucléaires à une époque où la garantie nécessaire de l'inspection aurait été moins difficile à mettre en œuvre que maintenant. L'éminent représentant de l'Inde a fait observer que notre projet de résolution ne mentionnait même pas la suppression des engins nucléaires. C'est que ce projet de résolution est conçu en fonction des seuls objectifs restreints, en matière de désarmement, qui pourraient être atteints immédiatement ou dans un avenir rapproché. Malheureusement, la suppression complète des engins nucléaires ne peut être considérée comme immédiatement réalisable, faute de garanties suffisantes. Elle demeure cependant un objectif auquel nous restons attachés. S'il était découvert une méthode d'inspection pouvant garantir la suppression des engins nucléaires, mon Gouvernement l'adopterait dans ses recommandations sur le désarmement. Mais, je le répète, il est inutile de tendre vers ce but par des déclarations non confirmées, par des ententes dont on ne saurait assurer le respect, comme par exemple en s'engageant à ne jamais recourir aux engins nucléaires.

### Responsabilité actuelle

Il s'agit à l'heure actuelle de tout mettre en œuvre pour réduire les stocks d'armements atomiques et de veiller à ce que les matières fissiles servent à des usages de paix. Nous croyons en la possibilité de nous engager maintenant dans cette voie. Entre-temps, nous devons poursuivre nos efforts, dans le cadre des Nations Unies, pour réduire les tensions internationales et résoudre les problèmes dangereux à mesure qu'ils se posent, et enfin pour nous assurer que les terribles engins nucléaires ne serviront jamais. Au point où nous en sommes, et bien que je n'entende pas assortir de conditions politiques le plan d'une première étape de désarmement que nous faisons nôtre, nous voici de nouveau en présence de la solidarité qui existe inévitablement entre le progrès en matière de désarmement et le progrès dans la voie d'une solution des autres grands problèmes qui divisent le monde. Le désarmement, conçu au sens large du mot, doit aller de pair avec le règlement des autres grandes questions internationales. Sans nous relâcher dans nos efforts pour amorcer le désarmement, nous ne devons négliger aucune occasion de régler ces autres problèmes. L'une des façons dont l'ONU a largement contribué au maintien de la paix dans le monde a consisté à poster des équipes d'observation et d'inspection, neutres et impartiales, dans les régions de tension et d'agitation. Les Nations Unies devront être prêtes au moment voulu, lorsque les circonstances s'y prêteront, à envisager de